



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

Contact : [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Mardi 8 décembre 2015

## Cirque électoral et front social

**En arrivant en tête dans six régions, le Front national sort vainqueur du premier tour de scrutin des élections régionales. En se portant sur le Front national, parti ouvertement raciste et xénophobe, le quart des électeurs qui ne se sont pas abstenus ont somme toute suivi le chemin tracé par le gouvernement Hollande-Valls, qui ne se distingue en rien de celui de Sarkozy.**

Des reniements de promesses électorales aux attaques contre le monde du travail, ce gouvernement n'a fait que paver la voie à Marine le Pen. C'est Hollande qui appelle à pavoiser les rues, et c'est Marine le Pen qui pavoise au final.

Le droit de vote des étrangers aussitôt enterré après son élection, les violences contre les Roms, le contrôle au faciès et les attaques contre le code du travail encouragées par Valls toujours soucieux de caresser les flics et les patrons dans le sens du poil, voilà de quoi ont été faites les années Hollande.

Et les chiffres du chômage sont au plus haut depuis 18 ans.

Dans son projet de révision de la Constitution, Hollande envisage de durcir et de prolonger l'état d'urgence. Il projette notamment de retirer la nationalité française à des personnes nées en France si elles ont une autre nationalité : une mesure empruntée au programme du FN et qui fut un clin d'œil visiblement raté aux électeurs de ce dernier.

Mais la défiance envers le gouvernement s'est aussi particulièrement exprimée par l'abstention qui approche les 50 %. Une partie de l'électorat populaire a sans doute préféré marquer son opposition à Hollande et à sa politique en s'abstenant.

### L'état d'urgence sociale

D'autres encore étaient dans la rue le 2 décembre, devant le tribunal de grande instance de Bobigny, lors d'un rassemblement en soutien aux cinq salariés d'Air France poursuivis pour avoir déchiré une chemise de DRH mais surtout pour s'être mobilisés contre la menace de plus de 2 900 licenciements.

Patrons et gouvernement misent sur l'état d'urgence pour museler les travailleurs les plus contestataires en interdisant les manifestations mais

aussi en profitant de la moindre occasion de les contrôler.

Des salariés de la plate-forme de Roissy ont ainsi eu leur casier fracturé, à la SNCF ou la RATP on menace d'en muter certains en fonction de leurs opinions. Tout ce beau monde pense avoir les coudées franches mais cela peut aussi déclencher un coup de colère et mettre l'urgence sociale au premier plan. S'attaquer à l'urgence sociale n'est pas dans le pouvoir des Conseils régionaux. Celui-ci est dérisoire par rapport au pouvoir de l'État, et l'un comme l'autre n'ont jamais empêché des fermetures d'entreprises. Par contre, suivant leurs possibilités respectives, ils répondent toujours présents pour fournir des subventions aux éventuels licenciés.

### La seule riposte est dans nos luttes

Néanmoins, plusieurs centaines de milliers d'électeurs se sont prononcés au premier tour pour les listes Lutte ouvrière, exprimant par là leur accord avec un programme de lutte, pour l'interdiction des licenciements et une augmentation générale des salaires et des retraites, et pour le contrôle des comptes des entreprises. Sans oublier leur opposition à la politique va-t-en-guerre de Hollande, alors que les victimes civiles des bombardements occidentaux ne peuvent que favoriser le recrutement de nouveaux terroristes par les barbares de Daesh.

**Ces électeurs constituent une minorité actuellement, mais une minorité qui est consciente que le rapport de forces qui compte pour l'avenir n'est pas celui entre majorité et opposition au Conseil régional mais celui entre le grand patronat et le monde du travail, et que seule la lutte collective des exploités peut l'inverser.**

## **NOx : pas une Espace en voie de disparition**

Après VW, Renault est sur la sellette avec les émissions de NOx de l'Espace Diesel. Avec un départ à froid comme lors de l'homologation, tout va bien. Mais à chaud, ce serait jusqu'à... 25 fois plus. Les autorités et Ségolène seraient sur l'affaire et c'est le branle-bas de combat à Lardy.

Et oui ! Quand il faut s'occuper des conséquences désastreuses des décisions des cost-killers, c'est toujours sur nous que ça retombe avec des réunions en urgence et des essais ultra-prioritaires.

On veut bien tenter d'éviter des poursuites judiciaires aux directeurs et chefs de projet, mais on ne le fera que pour 300 euros en plus par mois pour tous !

## **ALERTE ENLEVEMENT**

Le groupe de personnes qui a préféré payer des millions à Kevin Spacey pour faire une pub plutôt que de mettre un système SCR sur l'Espace a disparu depuis quelques jours.

Les autorités sont activement à leur recherche.

## **Champions de la COM21**

Ce lundi, la direction a décidé de nous sensibiliser sur la question du handicap au travail avec des acteurs qui jouaient des saynètes près de la Place Café et de la cantine.

Il n'y a pourtant pas besoin d'acteurs puisque plusieurs salariés handicapés se plaignent chez Renault de la difficulté à trouver des postes intéressants quand ils sont en mobilité. Quant aux embauches, elles sont tellement rares qu'il n'y a pas de place pour eux.

La direction ferait mieux de répondre aux demandes des salariés plutôt que faire ses opérations de com'.

## **A chacun sa dérive sécuritaire...**

Emoustillé par la proclamation de l'état d'urgence, Napoléon BonaBarth se sent pousser des ailes. Il voudrait maintenant décider où se distribuent les tracts, où se réunissent les salariés et où se garent les voitures...

Si le GIGN recrute, on ne saurait que l'encourager à réaliser sa vocation... Mais pas sûr qu'ils veuillent d'un Don Quichotte de la lutte anti-terroriste !

## **Star Wars 7 : Ghosn contre-attaque**

Prochain épisode du feuilleton Renault/Nissan/Etat français : le Conseil d'Administration de Renault du 11/12. Vers qui ira le rééquilibrage ? Comme ça se passe hors caméra, pas sûr qu'on apprenne grand-chose. Quant aux administrateurs salariés, ils jouent les figurants et respectent

scrupuleusement leur devoir de réserve. Les salariés des deux entreprises, eux, sont priés de rester en coulisse et remisés au rôle de spectateurs.

A nous de changer le scénario pour prendre le devant de la scène et imposer nos revendications !

## **PIM, PAM, PEMS...**

Une délégation parlementaire comprenant l'ex-ministre de l'environnement Delphine Batho est venue à Lardy. Sa mission ? Rien moins que : « *l'information sur l'offre automobile française dans une approche industrielle et fiscale* » nous dit la direction... En clair, les parlementaires venaient voir ce qui se tramait chez Renault en termes de dépollution réelle. Après la visite du PIM, l'ex-ministre s'est renseignée sur le PEMS...

Mais à part ça, circulez y a rien à voir. La direction aurait-elle quelque chose à nous cacher ?

## **Pour ne pas payer deux fois**

Lors de la convention de la MAP, le directeur nous a raconté que l'on parlait pour les nouvelles normes dans la lignée du passage d'EU6B. Sur le terrain, cela s'est fait dans la souffrance et au moindre coût. Et on en voit aujourd'hui les résultats avec l'Espace.

Pour que ce ne soit pas nous qui en payons les conséquences, il va falloir se battre pour des moyens et des embauches.

## **Un institut de la pompe à fric**

Renault vient de créer un Institut des Affaires Publiques dont la mission est de diffuser des « *techniques de lobbying* », avec comme formations : « *comment préparer une rencontre avec un ministre* » ou « *les principaux leviers publics pour booster nos ventes* ». C'est cela qu'ils appellent la démocratie : des politiciens sous influence et de l'argent public qui coule à flots pour les capitalistes.

## **Changeons le système, pas le climat**

Faisant des centaines de morts, les pluies meurtrières dans la région de Chennai en Inde ont obligé Renault et Nissan à arrêter leur usine et RNTBCI. Ce sont les pires inondations depuis un siècle, avec une mousson trois fois plus forte qu'en moyenne. Les climatologues mettent en cause l'augmentation du phénomène El Niño liée au réchauffement climatique.

La population paye aussi le prix d'une urbanisation sauvage de la région, où de nombreuses entreprises étrangères sont arrivées. Produire toujours plus sans se soucier des conséquences environnementales et sociales : il y a urgence à changer de système !